

*Pouvoir d'emprunt*

examinant de façon positive certaines de ces questions et les secteurs visés par les coupures.

Passons maintenant à la réduction du déficit. Voilà ce qu'a déclaré le ministre des Finances dans son exposé budgétaire, comme en témoigne la page 3575 du hansard:

A notre entrée en fonction, les dépenses consacrées à tous les programmes fédéraux augmentaient de près de 14 p. 100 par an . . .

En moyenne, de 15,1 p. 100 entre 1980 et 1984. Puis il a ajouté:

Les dépenses de programmes n'ont augmenté depuis que de 2,8 p. 100 en moyenne par an, ce qui est nettement inférieur à l'inflation. Les dépenses de programmes diminuent en termes réels ainsi que par rapport à l'économie. La baisse du déficit en proportion de l'économie aura été imputable pour environ 63 p. 100 aux compressions de dépenses.

Le fait que la baisse du déficit soit imputable pour 63 p. 100 aux compressions de dépenses prouve par quelle méthode nous comptons réduire le déficit. Environ 63 p. 100 de la réduction du déficit jusqu'ici est donc dû à ces mesures.

**M. Manly:** Monsieur le Président, le gouvernement s'est vanté en disant que grâce à sa politique, le gouvernement a réussi à diminuer de près de 2 p. 100 le taux de chômage. Le député vient manifestement du sud de l'Ontario. Quels conseils pourrait-il donner non seulement à moi et aux autres députés de l'opposition, pour nos électeurs de la Colombie-Britannique, mais aussi à ses collègues conservateurs qui représentent cette province où le taux de chômage a atteint 15 p. 100 en janvier dernier? Quels conseils pourrait-il donner à ses collègues conservateurs de Terre-Neuve étant donné que dans son rapport, la Commission Forget a déclaré que si le taux de participation des Terre-Neuviens à la population active était le même qu'en Ontario, il y aurait 38 p. 100 de chômage à Terre-Neuve? Quels conseils peut-il donner à ses collègues conservateurs des sept provinces du pays où le taux de chômage est plus élevé aujourd'hui qu'au plus fort de la récession en 1981-1982? Quels conseils pourrait-il donner à ses collègues des autres régions du pays qui se rendent compte que sur les 137 000 emplois créés entre janvier 1986 et janvier 1987, 5 000 seulement ne se trouvaient pas en Ontario? Le député se rend-il compte que le gouvernement devrait établir son budget de façon à aplanir les disparités de plus en plus marquées entre les régions et que le pouvoir d'emprunt devrait chercher à accroître la création d'emplois et à éliminer ces disparités régionales? Peut-il répondre à cette question?

**M. Reimer:** Monsieur le Président, effectivement, les chiffres que j'ai cités s'appliquent davantage au sud de l'Ontario qu'aux autres régions du pays, mais ils n'en demeurent pas moins exacts.

**M. Manly:** Mais ils ne reflètent pas la réalité.

**M. Reimer:** Ils n'en reflètent pas moins la réalité. Ils décrivent simplement la situation pour l'ensemble du pays. Il ne fait aucun doute que certaines régions connaissent de grosses difficultés. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Côté) et le gouvernement prennent à cet égard des mesures comme celles qui visent à venir en aide à l'industrie sidérurgique du Cap-Breton. Nous nous attaquons à ce sérieux problème, mais les chiffres que j'ai cités n'en demeurent pas moins valides.

D'après ses commentaires, le député semble commencer à approuver nos pourparlers commerciaux avec les États-Unis. Les citoyens de Colombie-Britannique me disent qu'il est indispensible de conclure cet accord avec les États-Unis afin que nous mettions en place un système qui nous permettra d'accroître nos échanges au lieu de nous livrer à une guerre commerciale et de nous voir imposer des droits compensateurs. Je me réjouis de voir le député approuver ces négociations qui permettront à toutes les régions de jouir des mêmes avantages que le sud de l'Ontario.

**M. Ravis:** Monsieur le Président, je voudrais féliciter mon collègue, car je crois que les chiffres qu'il a cités donnent une image fidèle de la réalité. Avant les élections de 1984, on m'a souvent demandé de venir à Ottawa pour m'attaquer aux dépenses et aux emprunts excessifs et remettre notre pays sur la voie de la reprise économique. J'ai entendu souvent le même son de cloche et je m'étonne que les libéraux ne veulent pas reconnaître que la situation commence à s'améliorer.

Je tiens à dire au député de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly) que c'est décevant pour certaines régions, mais il doit reconnaître que l'accroissement de la prospérité du sud de l'Ontario rejaille sur toutes les autres régions.

Comment les électeurs de mon collègue, le député de Kitchener (M. Reimer) considèrent-ils la situation actuelle? Par exemple, il y a eu des hausses d'impôt. Un économiste de l'Université de la Saskatchewan m'a dit souhaiter que le gouvernement augmente les impôts aujourd'hui plutôt que demain afin de résorber le déficit au fur et à mesure qu'il s'accumule. Que pensent les citoyens de Kitchener du partage du coût de la relance économique? Le gouvernement doit assumer une partie du fardeau, mais les contribuables doivent également faire leur part.

**M. Reimer:** Monsieur le Président, mes concitoyens ont des opinions différentes à ce sujet selon leur situation. Certains trouvent encourageant que nous nous attaquions au déficit. D'autres se réjouissent de nous voir limiter les dépenses. Nous avons essayé de prendre ces mesures en réduisant certains programmes. Nous en avons amélioré d'autres, comme la formation professionnelle dans le cadre de la Planification de l'emploi. Certains de mes électeurs sont très satisfaits des résultats de ces changements.

Toutefois, nous devons également faire preuve d'honnêteté. Comme je l'ai dit, c'est à la limitation des dépenses que nous devons 63 p. 100 de la réduction du déficit. Autrement dit, les 37 p. 100 restant sont le résultat des hausses d'impôt. Personne ne veut augmenter les impôts. Le dernier budget prévoyait des hausses d'impôt. Nous ne voulons pas de cela non plus. À mon avis, le ministre des Finances a choisi de majorer les impôts dans les quelques domaines où l'effet sera le moins néfaste. Je l'en félicite donc. Je n'aime pas à payer 1c. le litre de plus pour l'essence. Personne non plus, j'en suis certain. Toutefois, nous devons majorer les impôts pour rembourser la dette et nous devons le faire tout en restreignant les dépenses du gouvernement. Nous devons continuer à travailler en ce sens.